Les Américains désinformés sur le Proche-Orient

Partage international n° 217 – Septembre 2006

Interview de Alison Weir

par Andrea Bistrich

Peu après le début de l'insurrection palestinienne (l'Intifada), à l'automne 2000, Alison Weir, alors journaliste à Sausalito (Californie), s'était étonnée du parti-pris pro-israélien des médias américains. La tragédie et les dévastations qu'elle vit quelques mois plus tard à Gaza et en Cisjordanie la décidèrent à enquêter sur les raisons de cette désinformation et à donner à l'opinion publique de son pays de quoi se faire une idée plus juste de la situation. C'est dans ce but qu'elle a fondé If Americans Knew – Si l'Amérique savait. *Andrea Bistrich l'a interviewée pour* Partage international.

Partage international : *Pourquoi les Américains ignorent-ils tout de ce qui se passe en Israël et en Palestine ?*

Alison Weir : Cela vient du caractère israélo-centrique des informations. Il y a quelques années, peu après le début de l'Intifada, une enquête d'opinion avait demandé à un échantillon de la population américaine quelles avaient été les premières victimes enfants – Israéliens ou Palestiniens ? Plus de 80 % des personnes interrogées n'en avaient aucune idée, ou pensaient que c'était des Israéliens. En réalité, il avait fallu attendre trois mois et demi pour que l'Intifada fasse sa première jeune victime israélienne tandis que, dans leur camp, avant même que débutent les opérations kamikazes, les Palestiniens en comptaient déjà 82. Une telle ignorance ne s'explique que par le silence des médias.

Cela vient du caractère israélo-centrique des informations. Il y a quelques années, peu après le début de l'Intifada, une enquête d'opinion avait demandé à un échantillon de la population américaine quelles avaient été les premières victimes enfants – Israéliens ou Palestiniens ? Plus de 80 % des personnes interrogées n'en avaient aucune idée, ou pensaient que c'était des Israéliens. En réalité, il avait fallu attendre trois mois et demi pour que l'Intifada fasse sa première jeune victime israélienne tandis que, dans leur camp, avant même que débutent les opérations kamikazes, les Palestiniens en comptaient déjà 82. Une telle ignorance ne s'explique que par le silence des médias.

Les médias rapportent beaucoup plus souvent les morts de jeunes israéliens. Nous avons constaté que cette disproportion était d'environ sept cas rapportés pour Israël contre un pour la Palestine dans le *New York Times*. C'est encore pire pour les journaux télévisés de *prime time*, où la proportion passe à 14 pour un ! Et ce n'est là que le sommet de l'iceberg. Les médias américains font *a priori* l'impasse sur des pans entiers de sujets méritant enquête. Ainsi, nous nous sommes aperçus qu'ils ne parlent pratiquement jamais des tortures infligées aux prisonniers palestiniens ; ni de la montée en puissance du mouvement non-violent dans les territoires palestiniens ; ni des objecteurs de conscience israéliens.

Rares sont les Américains qui savent que, tout dernièrement, l'armée israélienne a effectué presque quotidiennement des raids meurtriers dans des villes et villages palestiniens. Quiconque observe jour après jour ce qui se passe dans cette région ne cesse de s'étonner de ce comportement de la presse.

PI. *Contrairement à l'opinion générale, vous avez déclaré, dans quelques-unes de vos interventions, que ce conflit n'a rien de compliqué…*

AW. Il y a un peu plus d'une centaine d'années est apparu en Europe un mouvement dont le noyau dur visait à créer un État strictement mono-ethnique. Comme le territoire sur lequel ce petit groupe voulait l'implanter comportait 95 % de gens ne correspondant pas aux critères ethniques qu'il avait définis, il résolut de faire place nette, en les expulsant. Ce fut chose faite en 1948, après que près d'un million de personnes eurent été chassées de leurs terres – sans aucun droit de retour possible. Qui plus est, ce processus d'expulsion s'est poursuivi depuis, *manu militari*, en toute illégalité, notamment par la guerre de 1967. Cette situation n'a donc, fondamentalement, rien de particulièrement compliqué.

Il y a un peu plus d'une centaine d'années est apparu en Europe un mouvement dont le noyau dur visait à créer un État strictement mono-ethnique. Comme le territoire sur lequel ce petit groupe voulait l'implanter comportait 95 % de gens ne correspondant pas aux critères ethniques qu'il avait définis, il résolut de faire place nette, en les expulsant. Ce fut chose faite en 1948, après que près d'un million de personnes eurent été chassées de leurs terres – sans aucun droit de retour possible. Qui plus est, ce processus d'expulsion s'est poursuivi

depuis, en toute illégalité, notamment par la guerre de 1967. Cette situation n'a donc, fondamentalement, rien de particulièrement compliqué.
La complexité, d'une certaine façon, apparaît dans les détails : dans le fait, par exemple, qu'à la différence de leurs dirigeants, bon nombre des juifs qui s'étaient installés en Palestine n'avaient aucune intention d'en déloger les habitants ; dans l'importance croissante du mouvement de la paix en Israël ; et, surtout, dans le rôle de la religion, les Ecritures juives pouvant à la fois justifier et s'opposer à cet expansionnisme.

PI. *Vous dites que les Américains sont, à leur insu, directement partie prenante dans ce conflit, qu'ils contribuent directement à sa violence ? Pouvez-vous préciser ?*
AW. Les contribuables américains donnent 10 millions de dollars par jour à Israël (15 millions, selon certains observateurs). C'est bien plus que ce que donnent les Etats-Unis à n'importe quel autre pays, plus que ce qu'ils donnent à l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne, par exemple. En outre, l'Administration amé-ricaine bloque systématiquement toutes les initiatives visant à brider le militarisme israélien ; elle a ainsi mis son veto à plus de 32 résolutions envisagées par le Conseil de sécurité à l'encontre d'Israël.
Pourtant, rares sont les citoyens américains qui connaissent leur implication dans le conflit, car ces faits sont généralement passés sous silence par les médias, ou alors relatés d'une façon minimaliste. Lors du travail que nous avons mené durant six mois sur le *San Francisco Chronicle,* pour ne citer que ce journal, nous avons trouvé 251 articles sur Israël. Aucun ne mentionnait le montant de l'aide que les Américains apportent par leurs impôts à ce pays. Rien d'étonnant à ce que la plupart en ignorent l'importance, de même, naturellement, que la manière dont Israël l'utilise. Nous n'avons généralement qu'une faible idée de la brutalité et de l'injustice perpétrées grâce à l'argent et au soutien diplomatique américains, encore moins du danger extrême que cette situation fait peser sur nous et nos familles.

PI. *Que répondez-vous aux critiques qui vous accusent d'être trop pro-Arabe/Palestinienne/musulmane et, donc, de soutenir la violence contre Israël ?*
AW. Je crois que mes efforts conduiront à l'inverse. Ce sont les Américains qui financent les attaques d'Israël contre les Palestiniens, lesquels, naturellement, ripostent. A mesure que les Américains prendront conscience de la réalité, ils exigeront avec de plus en plus de force l'arrêt du soutien au militarisme israélien, ce qui épargnera des vies des deux côtés.
Quant à la violence de l'opposition à Israël, il faut savoir que les Palestiniens ont longtemps essayé d'adopter des méthodes de résistance non-violentes. Mais la non-violence n'est efficace que pour autant qu'elle soit connue de l'opinion mondiale. Or, le fait que les médias américains n'en disent rien, non seulement lui enlève une bonne part de son efficacité, mais renforce la position des tenants d'une solution militaire. J'espère qu'à mesure que notre organisation éclairera concrètement les Américains sur la nature réelle de ce conflit, et sur la posture non-violente d'une bonne partie de la société palestinienne, celle-ci obtiendra davantage de résultats et finira par estomper l'impression que seule la violence aura le dernier mot.

PI. *Si l'on s'en tient aux informations distillées par la grande majorité des médias, on a l'impression que les agressions israéliennes ne sont, en fait, que des représailles à la violence palestinienne – en d'autres termes, que les opprimés sont plus puissants que leur oppresseur.*
AW. La simple chronologie des évènements montre justement le contraire. Depuis le début de cette Intifada, au moins 140 Palestiniens ont été tués avant le premier mort juif israélien. Rappelez-vous aussi ce que je vous ai dit tout à l'heure sur les 82 jeunes morts palestiniens. Autrement dit, les pertes palestiniennes ont précédé de loin les premiers attentats suicide en Israël.
Qui plus est, les médias n'arrêtent pas de dire, à propos de ces attentats kamikazes, qu'ils « rompent la trêve ». En réalité, durant ces soi-disant périodes de trêve, Israël continue à tuer à grande échelle dans le camp palestinien. Par exemple, le *Los Angeles Times* du 26 février 2005 titre en première page : « *Un kamikaze palestinien pulvérise la trêve.* » Mais cette trêve, cette « accalmie » avait été pulvérisée depuis longtemps ! La dernière attaque suicide contre des civils israéliens avait eu lieu le 1er novembre 2004 ; elle avait fait trois morts. Depuis, tandis que les Israéliens vivaient dans un « calme relatif », 170 Palestiniens, hommes, femmes et enfants, avaient été tués, et 359 blessés ou mutilés. Ce quotidien a toujours refusé de prendre en compte nos demandes de rectification, et même de publier notre courrier.
Vous avez parlé de puissance. Les médias américains tendent à nous faire croire que ce conflit oppose deux adversaires de même force – en fait, certains s'efforcent même de présenter Israël en victime. Alors que ce pays possède la quatrième armée du monde, équipée du meilleur matériel disponible sur le marché (grâce et à l'insu des contribuables américains…), et de centaines d'armes nucléaires, produites grâce à une technologie et à des matériaux

volés à l'Amérique. Les forces armées de l'Etat hébreu sont bien plus puissantes que celles de l'ensemble des pays de la région.
L'Etat d'Israël déchaîne sans aucun scrupule cette puissance militaire contre une population civile en grande partie non armée. Il envoie ses F-16 bombarder les villes et les villages palestiniens comme il avait, lors de son invasion du Liban, bombardé Beyrouth de bombes à fragmentation, ce qui se fait de pire dans les arsenaux terrestres. Une urgentiste américaine avait déclaré, à l'époque, n'avoir jamais vu de telles blessures de sa vie…

PI. Vous avez enquêté dernièrement sur la disparition d'une vidéo de l'Associated Press, montrant un soldat de Tsahal en train de tirer sur un adolescent palestinien. Que s'est-il passé ?
AW. Lorsque je me trouvais dans la région de Naplouse, en 2005, j'ai effectivement appris, par des témoignages de première main, qu'un caméraman de l'AP avait filmé un soldat israélien tirant délibérément sur un garçon palestinien, lequel dut subir par la suite plusieurs opérations de l'abdomen. Ce soldat, m'a-t-on dit, s'était servi de son fusil sans aucune raison, et l'adolescent ne lui avait même pas jeté un caillou.
Des témoins directs m'ayant informé que la vidéo avait été détruite, j'ai décidé d'enquêter de plus près : j'ai interrogé des témoins, vu le garçon à l'hôpital, téléphoné au caméraman ; je me suis rendue au bureau de l'AP en Israël et ai joint le QG de New York. Lequel m'a constamment opposé un refus poli. Quand mon reportage s'est mis à circuler sur Internet et que les courriels commencèrent à affluer, l'AP a fini par publier un démenti. Mais en l'examinant de près, j'ai constaté avec intérêt qu'ils se sont bien gardés de nier formellement cette destruction.
Les médias ont un tel sentiment de puissance qu'ils se croient à l'abri des critiques. Cela a sans doute été vrai dans le passé, mais je crois que, grâce à Internet et aux médias alternatifs, tant d'Américains en viennent aujourd'hui à connaître les faits réels que les choses sont en train de changer et que la presse doit s'attendre à un retour de bâton. L'indignation face aux comportements israéliens et à la complicité des médias gagne rapidement du terrain dans tous les secteurs de l'opinion.

PI. *Cette opinion, et peut-être celle d'autres pays également, est-elle délibérément manipulée par les médias ? Et si oui, qui est derrière cette manipulation : les services de communication de l'Administration ? Les lobbies pro-israéliens ? Y a-t-il des raisons financières ?*
AW. Je crois que les raisons de cette perversion de la couverture médiatique du conflit sont multiples, pour certaines intentionnelles, pour d'autres non. Il est évident que notre gouvernement s'efforce, de temps en temps, de manipuler les médias et l'opinion publique ; mais cela compte peu, sur cette question. Ainsi y a-t-il eu, à plusieurs reprises, des Administrations – républicaines et démocrates – qui ont essayé d'améliorer la situation en Palestine – et dont les initiatives ont, soit été passées sous silence par les médias, soit déformées – indication, s'il en est, que cette désinformation remonte à plus loin. D'ailleurs, même si notre travail d'investigation sur le fonctionnement des médias est encore en cours, nous disposons déjà de tout un faisceau de preuves montrant que certains propriétaires, certains directeurs d'organes de presse, certains journalistes profondément pro-israéliens travaillent en coulisses à manipuler l'information. Et, étant donnés la concentration croissante des médias et le petit nombre d'agences de presse au centre de la collecte internationale de l'information, ils n'ont pas besoin d'être nombreux : il leur suffit d'occuper les postes clés.
Leur tâche devient encore plus aisée une fois qu'un point de vue s'est installé dans les médias et l'opinion publique, que ces médias et cette opinion publique adoptent quasi automatiquement une sorte de « pensée unique » sur un sujet donné.
Ils ont également une longue expérience des stratégies de pression sur la presse, et disposent de tout un arsenal bien rodé à l'encontre de tout organe d'information qu'ils estiment « pro-palestinien » – c'est-à-dire qui rend compte de la réalité sans la maquiller : menace de retrait de publicité, de boycotts, ou de campagne massive de « courrier des lecteurs » ; accusations d'antisémitisme envers les journalistes qui font honnêtement leur travail, ou, si ce sont des juifs, « d'auto-dénigrement » ; et quand cela ne suffit pas, menaces de mort. Beaucoup de ces journalistes s'aperçoivent très vite que mieux vaut ne pas faire de vagues.

PI. *Dans ces conditions, y a-t-il la moindre chance pour que les lecteurs aient accès à une information complète, exacte et impartiale ?*
AW. Oui, en particulier grâce à Internet. L'International Middle East Media Center, de Cisjordanie, par exemple, publie quotidiennement sur son site des informations et des reportages. Les médias internationaux, également, sont souvent bien meilleurs sur cette question que la plupart des nôtres : l'Independent et le Guardian, en Grande Bretagne, etc… En ce qui concerne les Etats-Unis, le Washington Report on Middle East Affairs et the Link sont superbes.

PI. *Une enquête menée en 2003 par un organisme américain sur l'attitude de l'opinion israélienne sur*

les droits de l'homme indiquait que 44 % des personnes interrogées voyaient dans le durcissement de la politique d'Israël à l'égard des Palestiniens le meilleur moyen d'assurer leur sécurité. En outre, la grande majorité des citoyens de l'Etat hébreu refusaient de reconnaître le moindre lien entre les kamikazes, l'Occupation et la violation des droits de l'homme. En fait, ils ne se posent qu'une seule question face aux kamikazes : « Mais qu'est-ce qu'on leur a fait ? »

AW. Cette enquête montre la tendance de ce peuple à s'abuser lui-même (avec l'aide considérable de la communication gouvernementale). Dans les guerres, il est d'usage que les camps opposés se traitent plus bas que terre. Durant la Première Guerre mondiale, pour les Anglais, les Allemands étaient des « Huns ». Durant la seconde, les Américains voyaient dans le Japon l'incarnation du mal. C'était probablement vrai dans l'autre sens.

Robert Pape, professeur à l'Université de Chicago, qui a étudié le phénomène des attentats suicides, a montré dans son ouvrage Dying to Win (Mourir pour gagner) que 95 % des kamikazes sont des nationalistes qui n'ont d'autre but que de bouter hors de leurs pays les forces qui l'occupent. Cela vaut pour les Tigres tamouls du Sri Lanka, pour le PKK kurde, les groupes communistes et socialistes du Liban (qui sont derrière 75 % des attentats dans ce pays), et les diverses organisations palestiniennes.

Le conflit israélo-palestinien est une guerre d'agression et de résistance. Israël largue ses bombes depuis ses F-16 et ses hélicoptères. Les Palestiniens, s'ils veulent riposter, n'ont d'autre choix que de s'attacher des explosifs autour du ventre et d'aller se faire sauter sur place. Il y a deux façons de mettre fin à ces opérations kamikazes : fournir aux Palestiniens du matériel « civilisé » de largage de bombes, ce qui augmenterait considérablement le nombre des victimes civiles, ou forcer Israël à arrêter ses bombardements. Je préfère la seconde solution.

PI. *Le 17 avril 2006, un adolescent s'est fait sauter dans un restaurant de Tel-Aviv, faisant neuf morts et des dizaines de blessés. Israël en a aussitôt attribué la responsabilité au Hamas tandis que Sami Abu Zuhri, porte-parole de ce parti, déclarait que cet attentat était le résultat naturel des crimes commis par Israël contre son peuple. Y a-t-il un moyen de sortir de ce cercle vicieux où chacun s'accuse mutuellement, afin que tous puissent revenir au sens des réalités et retrouver la volonté de coopérer ?*

AW. Bien sûr. Le Hamas a largement respecté une trêve, l'an dernier, pendant que Tsahal continuait à tuer et blesser des Palestiniens par centaines. Le gouvernement et la population de Palestine ont longtemps fait preuve d'une volonté de négocier pacifiquement un accord de paix juste et équitable – notamment quand l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) s'est pour la première fois publiquement donné comme but d'instaurer un Etat laïc et démocratique dans lesquels musulmans, chrétiens et juifs (y compris les Israéliens nés sur ce territoire) auraient des droits égaux.

Il y a également depuis longtemps en Israël des personnes et des organisations qui militent pour cette solution. Certains des premiers sionistes avaient même proposé la création d'un Etat binational, Juif/Palestinien. Malheureusement, le gouvernement israélien a toujours ignorée cette position.

A mon avis, la meilleure façon de changer les choses, c'est que les contribuables américains refusent de continuer à soutenir l'Etat d'Israël. Il s'apercevra alors très vite qu'il n'a d'autre solution que d'accepter de travailler à un compromis et d'écouter les voix de la raison et de la morale. Alors, les deux parties œuvreront de concert à trouver une solution. Et cette solution, à mon avis, sera proche de celle qui a permis à l'Afrique du Sud de repartir de l'avant : la commission Vérité et réconciliation, fondée sur la reconnaissance par chacun de ses responsabilités et la demande de pardon.

PI. *Pourquoi toutes les propositions et tous les accords ont-ils échoué jusqu'à présent ?*

AW. Parce que le gouvernement hébreux n'a jamais manifesté une volonté sérieuse de compromis. Le point de départ le plus évident, le plus efficace – comme beaucoup de nations et d'individus l'ont constaté – consiste d'abord en une reconnaissance mutuelle de leurs responsabilités de la part des protagonistes. Le gouvernement israélien, par exemple, a encore à demander pardon pour les 30 (55 pour certains historiens) massacres de villages palestiniens en 1948 ; le fait que certains détails horribles de ces massacres aient pu filtrer dans la presse israélienne ne suffit évidemment pas.

Israël ne rentrera sérieusement sur le chemin de la paix que lorsqu'il acceptera de regarder son histoire en face, qu'il reconnaîtra le côté fallacieux d'un certain nombre de ses mythes, soigneusement construits et entretenus, et commencera à rechercher une solution fondée sur la justice plutôt que sur la puissance militaire. Beaucoup d'Israéliens ont déjà adopté cette perspective. Je crois que leur nombre s'accroîtra très vite dès que les Etats-Unis cesseront d'envoyer un chèque en blanc au militarisme de l'Etat hébreu.

PI. *Quel est le rôle de la communauté internationale et des Nations unies dans ce conflit ?*

AW. La communauté internationale porte une énorme responsabilité dans la perpétuation de

l'injustice en Palestine. Une grande part de l'opinion publique internationale ignore tout de la situation réelle, une autre fraction, davantage au courant, ne se sent pas suffisamment concernée. Bon nombre d'Américains se sentent impuissants devant le soutien massif et inconditionnel de leur gouvernement à Israël. Mais ils sont de plus en plus à le rejeter, quelle que soit leur sensibilité – des anarchistes aux Eglises officielles.

PI. *Que suggéreriez-vous pour apporter les changements nécessaires sur cette question de la part de l'Onu, des Etats-Unis et de l'Union européenne ?*

AW. Il est plus que temps de faire respecter les dispositions légales prises par la communauté internationale à l'égard d'Israël. Il faut renforcer également les mesures de boycott, ainsi que les pressions financières. Il nous faut, nous, citoyens, informer nos communautés respectives sur ce problème, et faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils forcent l'Etat hébreu à un changement radical de politique. Nous devons tous, individus et gouvernements, réorienter nos dons et nos aides financières afin de mettre fin à l'oppression et à la cruauté et aider toutes politiques et toutes initiatives humanistes. Le monde est petit. Dès qu'il s'améliore, si peu que ce soit, nous en bénéficions tous.

Une profonde injustice a été perpétrée en 1948 quand près d'un million de personnes furent chassées de leurs terres. Cette injustice, et la tragédie qu'elle a déclenchée, s'accentuent chaque jour, à mesure qu'augmente le nombre de Palestiniens emprisonnés, humiliés, battus, blessés et tués. Il ne faudra pas moins qu'un engagement de tous, au niveau planétaire, pour mettre fin à ce carnage. C'est possible, et indispensable.

Pour plus d'informations : www.ifamericansknew.org

Auteur : Andrea Bistrich, collaboratrice de Share International résidant à Oberhachung (Allemagne).
Thématiques : politique, Économie
Rubrique : Entretien